abolition des armes nucléaires

ISSN 1161-6741

BULLETIN D'INFORMATION

STOP ESSAIS

Décembre 2005
n° 152 • 1,4

Stratégie pour 2006

L'année 2006 doit être mise à profit pour une remise en cause de l'armement nucléaire. C'est l'année de préparation des échéances électorales de 2007 et donc une année privilégiée pour faire réfléchir nos " politiques " ainsi que l'ensemble de nos concitoyens. Oserons-nous parler des dangers à poursuivre la " nucléarisation " de la planète ? Et des alternatives pour bâtir un monde de paix ?

Le coup a été dur en 2005. La Conférence de Révision du Traité de non-prolifération (TNP) s'est soldée par un échec au mois de mai, confirmé par l'échec au mois de septembre lors de la Conférence à l'ONU " Millenium+5 ". L'armement nucléaire risque d'être perçu désormais comme nécessaire pour tous puisque les pays " dotés " n'envisagent plus de s'en séparer.

Ce n'est pas faute d'avoir œuvré à une dynamique de propositions sur la scène internationale. Le Maire d'Hiroshima, Tadatoshi Akiba, exhortant les chefs d'Etat à décider l'abolition totale en 2020, a montré qu'un calendrier est possible. El Baradei doit aussi une partie de son prix Nobel à ses mises en garde très sévères contre les pays " dotés " qui veulent se soustraire à leur obligation d'élimination totale de leurs armes nucléaires conformément au TNP.

Les groupes abolitionnistes européens ont aussi réalisé qu'ils peuvent changer le cours de l'Histoire. Reste évidemment à le faire !!! Eliminer d'Europe les armes nucléaires de l'OTAN, éliminer la force aéroportée française et négocier avec la Russie une étape d'abolition des armes tactiques dans un plan d'abolition générale, voila un processus, un Kyoto-nucléaire en quelque sorte, qui deviendrait crédible ! Car le fond du problème est celui de la crédibilité. Les " politiques " ne croient pas à un scénario crédible d'abolition de l'arme nucléaire.

Notre premier travail est donc de convaincre qu'un scénario est crédible en l'argumentant de façon précise. L'année 2006 est une année décisive pour les français, car l'élection présidentielle de 2007 va rythmer toute la vie politique pendant les prochains 18 mois. Un impératif est clair dans toutes les associations pacifistes et antinucléaires : la question des armes nucléaires doit être discutée publiquement et abondamment et la France doit faire des propositions internationales pour son abolition. L'élection du président de la République, chef des armées et responsable d'un bouton qui déclanche l'apocalypse, doit être le temps fort sur ce sujet. Et ce sujet doit traverser tous les segments de la société française avec lesquels nous devons travailler plus étroitement.

Dans une stratégie de remise en cause globale, il est bon d'inclure des étapes avec des objectifs précis. Cela permet de clarifier les choix possibles et crédibles. La remise en cause du programme de missile M51 correspond à un tel objectif gagnable. Ce programme est révélateur de la mauvaise foi de la France qui, ayant signé le TNP, se dote d'un nouveau type d'armement nucléaire qui lui donne une capacité de frappe étendue jusqu'à la Chine. Beaucoup de militaires considèrent ce programme comme inutile, et plusieurs industriels remettent en cause sa faisabilité. Son budget semble exorbitant, d'autres priorités sociales s'imposent en France. Il s'agit donc d'un bon sujet pour nos candidats à la présidence… qu'ils n'aborderont évidemment que si le contexte les y oblige… Stop Essais souhaite donc développer une campagne contre le missile M51.

Mais pour que le sujet soit incontournable, il faut aussi " créer l'événement ". Car convaincre par les seules actions de lobbying n'aboutit pas forcément à des déclarations ni à des engagements. On parle des OGM car il y a les faucheurs !!! Une réflexion sur des actions non-violentes qui dénonceront l'absurdité des armes nucléaires est impérative. Ce sera un sujet de travail lors de nos rencontres début 2006, aux Journées du désarmement nucléaire (JDN) en mars, puis en mai aux Rencontres internationales du désarmement (RID) et enfin au Salon des initiatives de paix, en juin.

Bonne année !

Dominique Lalanne

Nouvelle doctrine nucléaire américaine dénoncée

Cette nouvelle politique a déjà été esquissée dans le document "Nuclear Posture Review " produit par le Congrès en décembre 2001, dont une partie a été rendue publique et qui est décrite plus en détails dans un document de travail déclassifié daté du 15 mars 2005, qui est en voie d'être adopté et déclaré politique officielle du gouvernement américain, selon des articles du ***Washington Post*** et du ***New York Times*** du septembre 2005. Le document prévoit des frappes nucléaires préventives contre des adversaires dépourvus d'armes nucléaires, pour des objectifs qui sont notamment les suivants :

* Pour obtenir une fin rapide et favorable d'une guerre aux conditions américaines.

* Pour assurer le succès d'opérations américaines et multinationales.

* Pour montrer l'intention et la capacité des USA d'utiliser des armes nucléaires pour dissuader l'usage par ses adversaires d'armes de destruction massive contre des forces américaines, alliées ou multinationales.

La ***Nuclear Posture Review*** affirme que:

*Les forces nucléaires US seront utilisées pour dissuader des adversaires d'entreprendre des programmes ou des opérations militaires qui pourraient menacer les intérêts américains ou ceux de leurs alliés et amis.

* Les armes nucléaires pourraient être utilisées contre des cibles capables de résister à des attaques non nucléaires.

Les physiciens américains qui reconnaissent avoir eu la responsabilité de créer la bombe, ont lancé une pétition contre cette nouvelle politique nucléaire américaine qui veut ainsi enterrer tout processus de désarmement nucléaire.

NOUVELLES - NOUVELLES

Les vétérans des essais devant les tribunaux

On connaît les lenteurs de la justice. Les vétérans des essais vont en faire les frais. En effet, la Commission d'indemnisation des victimes d'infraction qui avait auditionné cinq vétérans atteints de graves pathologies cancéreuses le 20 octobre dernier devait rendre son délibéré le 3 mars 2006. Eh bien, en raison d'une opération chirurgicale de la présidente de la CIVI, ce délibéré est repoussé à mai !

Fin novembre, le tribunal des pensions militaires de Niort vient d'accorder une pension au taux de 70% à Jean-Henry Bouffard, reconnaissant que son "syndrome anxieux" était une conséquence de sa présence sur les sites d'essais de Polynésie. Les autres pathologies dont Jean-Henry est atteint n'ont pas été retenues par ce tribunal.

La Sécurité Sociale se bouge aussi du côté des personnels "civils" des essais. Hélas, cette fois, le succès est amer puisque les deux vétérans concernés sont déjà décédés.

Mme Convercy vient d'obtenir une reconnaissance de maladie professionnelle pour son mari qui, ancien personnel civil du CEA, avait participé à la campagne d'essais en Polynésie en 1973. Il était décédé en 2003. La maladie retenue par la Sécurité sociale de Paris est ... "exposition à l'amiante".

De son côté, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Périgueux vient de reconnaître le 1er décembre la maladie professionnelle d'un autre vétéran, lui aussi ancien technicien du CEA, mais décédé en 1997. Ce vétéran avait participé aux essais au Sahara et en Polynésie entre 1964 et 1973. Le cancer bronchique de ce vétéran est reconnu par la Sécurité Sociale comme maladie professionnelle provenant de son exposition aux rayonnements ionisants dans le cadre de son travail aux essais nucléaires. C'est une première dans la lutte des vétérans !

Abolition des Armes Nucléaires Jeûne et Vigilance devant le PC atomique français à PARIS

Rappelons que des jeûneurs ont assuré une présence au Mur pour la Paix face à l'École Militaire du 19 au 21 mai (lors de la conférence de révision du TNP) et du 6 au 9 Août (60ème Anniversaire du bombardement d'Hiroshima). Ce fut l'occasion de faire des " observations " et " mener enquête "... pour localiser le commandement des armes nucléaires à l'Îlot St Germain. Plusieurs ont décidé de poursuivre un jeûne de protestation en assurant une présence aux abords de l'Îlot St Germain le 1er vendredi de chaque mois.

Vous êtes invités à cette interpellation du personnel de la " Force de Frappe " et de la population

le 6 Janvier de 8h15 à 9h30 et de 15h45 à 17h.

RV place J.Bainville (Mo Solférino) sous l'horloge du Ministère de la Défense. Venez sur place ou jeûnez chez vous, dans un cas comme dans l'autre, faîtes-vous connaître :

marie-claude.thibaud@wanadoo.fr
06 71 60 05 46

Disparition d'un militant antinucléaire au Tibet

Depuis le 19 août 2005, l'ONG Human Right in China (HRIC) est sans nouvelle de Sun Xiaodi qui venait de dénoncer à Pékin les graves empoisonnements nucléaires affectant les populations de la région proche de la mine d'uranium de Gansu au Tibet. Les déchets et effluents radioactifs de la mine ont été rejetés dans la rivière voisine qui alimente en eau de boisson les populations et le bétail. On constate aujourd'hui une incidence élevée de tumeurs cancéreuses, de leucémies et de malformations congénitales. Cette mine a cessé son activité depuis 2002 et le secteur environnant est devenu une terre stérile où le bétail souffre d'un taux de mortalité très élevé. Les médecins locaux rapportent que la moitié des décès dans ce secteur sont dus à des cancers, dissimulés en raison de "secret d'Etat".

L'association France-Tibet, solidaire de HRIC, demande aux autorités chinoises de libérer Sun Xiaodi et de porter remède à la contamination environnementale et sanitaire en provenance de cette mine. Elle demande à la France qui coopère sur le plan nucléaire avec la Chine d'interpeller les autorités chinoises sur ces problèmes.

EN BREF

Infos Stop Essais

Une nouvelle édition du petit document "Je refuse d'être défendu par les armes nucléaires" vient d'être éditée par Stop Essais. Ce document sera diffusé chaque mois à l'occasion de l'action de vigilance devant le PC atomique à Paris. Si vous envisagez des actions du même type dans d'autres régions, diffusez aussi ce document. Des exemplaires sont disponibles au secrétariat de Stop Essais.

stop.essais@wanadoo.fr
Téléphone & Fax Stop Essais
Tél 01 69 07 78 37
Fax 01 69 07 29 96

Dates à retenir pour 2006 !

Les **élus de l'Assemblée de Polynésie française** viendront présenter le rapport de leur commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires à l'Assemblée nationale à Paris (rue de l'Université) le mardi 21 février 2006 de 9 h à 13 h. La présidence sera assurée par Mme Christiane Taubira, députée de la Guyane. (Contact : CDRPC au 04 78 36 93 03)

L'**Assemblée générale** d'Abolition des armes nucléaires - Stop Essais se tiendra le 15 mars 2006 à 17 h, au siège 114 rue de Vaugirard.

Les 3èmes **Journées du désarmement nucléaire** (JDN) se tiendront les 12-14 mars 2006 à Vitry (94).

Les 2èmes **Rencontres internationales sur le désarmement nucléaire, biologique et chimique** (RID-NBC) se tiendront les 7 et 8 mai à Nantes.

Le 2ème **Salon de initiatives de Paix** se tiendra du 2 au 4 juin à la Cité des Sciences et de l'Industrie

Abolition des armes nucléaires - Stop Essais, Bulletin mensuel édité par la Coordination nationale Stop Essais,
membre du Réseau mondial Abolition 2000
Stop Essais - 114 rue de Vaugirard 75006 Paris
Directeur de publication : Bernadette Lucet. CPPAP 0106 G 72961. Imprimé par nos soins. Dépôt légal à parution.
Abonnement 15 C, Petits budgets 8 C , Soutien à partir de 20 C. Chèques à l'ordre de Stop Essais